

Lausanne, le 27 mars 2020

ENSEIGNEMENT ET CORONAVIRUS: DES MESURES NÉCESSAIRES À APPLIQUER IMMÉDIATEMENT

Le SSP-Enseignement a pris connaissance des différentes mesures annoncées par la Cheffe du DFJC au sujet de l'enseignement à distance à la DGEO et de la mise en œuvre de l'accueil scolaire (SAS). Mesures communiquées le 24 mars 2020 et appliquant les décisions 166, 167 et l'"Arrêté du 23 mars 2020 sur les mesures d'accompagnement dans le domaine de l'enseignement obligatoire visant à atténuer les conséquences des mesures prises pour lutter contre le coronavirus COVID-19".

Notre syndicat est d'avis que ces mesures vont dans le bon sens, répondant ainsi à plusieurs éléments que nous estimions importants (Voir notre communiqué du 19 mars et les documents annexés, que vous pouvez retrouver sur notre site). Nous relevons en particulier la reconnaissance par le département du fait que l'enseignement à distance ne peut remplacer l'enseignement en présentiel; les objectifs d'enseignement sont ainsi revus et « limités » à un maintien des acquis, ceci en particulier dans un souci de ne pas accroître les inégalités entre élèves.

Cette nouvelle approche du DFJC devrait permettre de diminuer la pression exercée jusqu'ici sur les enseignant·e·s, les élèves et leurs parents. La suspension de toute évaluation, la suppression du nombre minimal de notes ou des ECR, ainsi que la fixation de limites du temps d'apprentissage notamment contribueront également à cet objectif.

Nous saluons par ailleurs l'introduction d'outils communs et sécurisés encourageant la coordination entre les enseignant·e·s et l'organisation des apprentissages. Le SSP-Enseignement devra encore évaluer l'utilité et le fonctionnement de cet outil une fois que les enseignant·e·s l'auront pratiqué quelques jours.

Enfin, le SSP-Enseignement restera très attentif à l'application de ces nouvelles mesures dans les différents établissements et encourage ses membres à faire remonter toute difficulté. Il observera également la manière dont les établissements font en sorte de se soucier sérieusement du main-

tien du lien social entre l'école et les élèves (et leurs parents), élément absolument prioritaire dans cette période de forte crise, en particulier pour les familles déjà fragilisées.

Last but not least, nous insistons tout particulièrement sur la nécessité urgente que le DFJC communique également sur les objectifs de l'enseignement à distance et sa mise en œuvre dans l'enseignement post-obligatoire, afin de faire baisser la pression. Nous rappelons que la DGEP est responsable non seulement de l'organisation des gymnases, mais également des écoles professionnelles et de l'École de la transition. Dans ces lieux de formation se posent des enjeux très similaires à ceux de la DGEO (inégalités, surcharge de travail, manque de coordination, manque d'outils sécurisés). Là aussi, la surcharge de travail tant des élèves que des enseignant·e·s se révèle parfois dramatique, ajoutée/inhérente à une (non-)communication aux élèves et/ aux enseignant·e·s ainsi qu'une organisation

parfois très chaotique de certaines directions d'établissement.

Plusieurs des demandes du SSP-Enseignement adressées au DFJC et à ses services, DGEO et DGEP, restent néanmoins encore sans réponse ou n'ont été

traitées que partiellement. Par ailleurs, depuis notre dernière communication, de nouvelles questions se posent.

La liste (évolutive) de nos demandes ainsi que son état d'avancement se trouve sur notre site et a été adressée ce jour aux autorités compétentes.

Contacts:

- Cora Antonioli, enseignante, présidente du SSP-Enseignement, 078 677 99 32.
- Raphaël Ramuz, secrétaire syndical, SSP-Vaud, 079 321 11 87.